

7. FRENCH VERSION

LA PAIX DANS LA VÉRITÉ ET LA JUSTICE ENTRE L'UKRAINE ET LA RUSSIE

Soumis aux présidents Poutine, Zelensky, Trump et autres chefs de gouvernement ainsi qu'à de nombreux journaux et magazines en différentes langues par le professeur Dr phil. habil. Dr h.c. Josef Maria Seifert.⁸

PRÉAMBULE

Conscients qu'il est grand temps et qu'il est dans l'intérêt de milliers de familles ukrainiennes et russes, voire de l'humanité tout entière, de mettre fin au fléau que constituent depuis maintenant trois ans la terrible guerre entre la Russie et l'Ukraine et la guerre civile qui sévit depuis 11 ans en Ukraine entre les troupes gouvernementales et les républiques autoproclamées indépendantes de Donetsk et Lougansk, un nouveau plan de paix est proposé ici après tant d'autres qui ont échoué.

Ce plan de paix ne repose ni sur la puissance et la coercition de l'Ukraine pour qu'elle cède à la Russie des terres qui lui appartiennent de droit, ni sur des interprétations idéologiques de l'histoire et de ses objectifs, mais uniquement sur la vérité et la justice.

Que mon espoir soit exaucé et que ce plan de paix soit accepté par les trois parties engagées dans cette guerre entre deux peuples frères, sur la base des fondements éthiques et logiques solides et philosophiquement bien pensés sur lesquels il repose.

Le texte de l'accord de paix présenté ci-dessous propose un accord de paix dans deux guerres très différentes qui sont toutefois devenues étroitement liées depuis 2022 :

Premièrement, la guerre civile qui fait rage en Ukraine depuis 11 ans (2014-), deuxièmement et principalement, la guerre entre la Russie et l'Ukraine (2022-). Cette guerre plus vaste n'est pas une guerre purement locale, mais une guerre internationale susceptible de se transformer en guerre mondiale. Par conséquent, la paix qui mettra fin à cette guerre est dans l'intérêt du monde entier.

Une paix juste ne peut être proposée que si la vérité sur la justice et l'injustice dans ces deux guerres est d'abord connue. [\[i\]](#)

TRAITÉ DE PAIX JUSTE ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 1

Distinction entre les éléments justes et injustes et les objectifs de guerre de la Russie et de l'Ukraine et esquisse générale de ce à quoi pourrait ressembler une paix juste entre la Russie et l'Ukraine

⁸ Ancien professeur de philosophie à l'université de Salzbourg, à l'université de Dallas (Texas), à l'université de Munich (LMU), à l'université pontificale du Chili à Santiago du Chili, à l'Académie internationale de philosophie de la Principauté du Liechtenstein – recteur fondateur (IAP, IAP-PUC, Santiago du Chili, IAP-Ifes - Instituto de Filosofía Edith Stein, Grenade, Espagne), actuellement Privatdozent/maître de conférences à l'université de Munich, en Allemagne, et à l'Institut Dietrich von Hildebrand de philosophie et de recherche phénoménologique réaliste, GSA, Autriche.

Étant donné que la guerre civile en Ukraine a précédé la guerre russo-ukrainienne et qu'elle en est en quelque sorte à l'origine, il convient d'examiner au préalable ses objectifs et son déroulement.

I. OBJECTIFS DE GUERRE JUSTES ET INJUSTES DE L'UKRAINE

1. La défense héroïque de l'Ukraine contre l'agression russe et contre l'intention de réduire l'Ukraine à une partie de la Russie est sans aucun doute un objectif tout à fait légitime de la guerre menée par l'Ukraine depuis 2022.

2. L'objectif de la guerre menée par le gouvernement ukrainien contre les provinces qui aspiraient à l'indépendance et l'avaient déjà déclarée est d'empêcher la sécession et de les contraindre à rester en Ukraine.

A. Conformément au droit positif, créé par l'homme, du texte de la Constitution ukrainienne, qui ne prévoit pas l'indépendance et certainement pas la sécession de ses oblasts, cet objectif de guerre est juste.

B. Cependant, il existe un droit humain et naturel fondamental à l'indépendance, antérieur et indépendant du droit positif, de chaque individu, ainsi que des provinces individuelles, des unités de population plus petites et des zones culturellement, linguistiquement et politiquement distinctes. Ce droit d'une majorité distincte à l'indépendance n'est pas seulement une loi naturelle, mais il est également reconnu clairement et sans réserve par le droit international et par l'ONU, contrairement au droit à la sécession.

Contre les tentatives visant à séparer le droit à l'indépendance du droit à la sécession, nous constatons toutefois que le droit à l'indépendance est indissociable du droit à la sécession. Comment les colonies britanniques d'Amérique du Nord auraient-elles pu devenir indépendantes en 1776 et former les États-Unis sans se séparer de la Grande-Bretagne ? Comment une province ou une colonie peut-elle accéder à l'indépendance et à la souveraineté sans se séparer de sa patrie ou de sa puissance coloniale ?

C. En vertu de la personnalité de chacun de leurs membres, les provinces et autres communautés ont, à la majorité des voix, le droit naturel à l'indépendance et, en conséquence logique, à se séparer de leur État d'origine.

D. Donetsk et Louhansk ont voulu exercer ces droits sur la base de deux référendums.^[ii]

(Même s'il existait des doutes raisonnables quant à la véracité du quorum et au décompte correct des votes majoritaires en faveur de l'indépendance de Donetsk et de Louhansk, le fait qu'une majorité impressionnante de la population locale se soit prononcée en faveur de l'autonomie n'a même pas été remis en question par le gouvernement ukrainien ; de plus, une répétition des référendums ou un examen de la véracité de ces faits historiques serait extrêmement coûteux, voire impossible, étant donné que de nombreux Ukrainiens ont depuis quitté le Donbass en raison de la guerre. Par conséquent, le présent projet d'accord, qui vise à instaurer une paix rapide, juste et à la fois réelle et non imaginaire et irréalisable, présuppose, pour des raisons solides, l'existence de tels référendums avec une large majorité en faveur de la sécession.)

Par conséquent, du point de vue du droit international, et plus encore du droit naturel pur, la guerre menée par le gouvernement ukrainien contre la sécession de Donetsk et de Louhansk et contre l'exercice de leur droit à l'indépendance est injuste.

E. Par conséquent, la défense de leur droit à l'indépendance et à la sécession par les provinces en guerre est une guerre juste. De même, la guerre menée depuis septembre 2022 par le gouvernement ukrainien contre l'indépendance et la sécession de ces provinces est une agression injuste.

II. OBJECTIFS DE GUERRE INJUSTES ET JUSTES DE LA RUSSIE

Poutine a énoncé plusieurs objectifs de guerre très différents dans le cadre de son conflit avec l'Ukraine :

1. *Soutien militaire aux républiques indépendantes autoproclamées de Donetsk et Louhansk.*

Compte tenu de l'injustice de la lutte de l'Ukraine contre l'indépendance et la sécession de Donetsk et Louhansk, le premier objectif de la Russie dans la guerre russo-ukrainienne est également juste. À condition que ce référendum corresponde véritablement à la volonté d'une majorité suffisante des citoyens de Donetsk et de Louhansk, la justice de la défense par la Russie de leurs droits à l'indépendance inclut également leur incorporation, sur la base de la décision majoritaire de la population des deux provinces et de l'invitation de la Russie, des deux républiques indépendantes de Donetsk et de Louhansk à la Russie. (De même, les régions de Zaporijia et de Kherson, bien qu'elles ne se soient pas déclarées républiques indépendantes auparavant, ont, en vertu de leur droit à l'indépendance et à la sécession, voté à une large majorité, en septembre 2022, en faveur de leur rattachement à la Russie).

En conséquence, une paix juste entre le gouvernement ukrainien et les provinces de Donetsk et Louhansk, ainsi qu'entre la Russie et l'Ukraine, nécessite la fin immédiate de la guerre menée par le gouvernement ukrainien contre les provinces susmentionnées et une tentative sérieuse de réparation et de redressement pour les dommages infligés à ces provinces et aux soldats russes qui ont défendu leurs droits.

2. Un deuxième objectif de guerre de la Russie, formulé par Poutine dans son long discours avant le début de l'« opération militaire », était la « dénazification » et le « désarmement » de l'Ukraine. Il y a maintenant deux interprétations possibles de ce que Poutine entendait par la nazification de l'Ukraine qu'il veut éliminer :

A. D'une part, il pourrait faire référence à certaines déclarations néonazies réelles, notamment des slogans pro-Hitler, qui ont effectivement été proférées par certains Ukrainiens et certains cercles, et qu'il considère comme si répandues et dangereuses qu'elles constituent un risque sérieux que ce pays voisin de la Russie opprime les Juifs, voire commette un nouvel holocauste.

Cependant, les éléments nazis au sens littéral du terme sont trop peu nombreux et trop peu influents (moins de 2 %) en Ukraine pour justifier une guerre.

B. Une autre interprétation de la prétendue « nazification » de l'Ukraine serait que Poutine voulait établir un parallèle entre les formes de répression de la culture et de la langue russes au sein de la population russophone d'Ukraine et le mépris et la description des Juifs par les nazis.

À cet égard, il ne fait aucun doute que certains discours des anciens présidents ukrainiens à propos des séparatistes (les qualifiant notamment de vermine à exterminer) contenaient un langage nazi et anti-russe odieux, rappelant les discours effroyables d'Hitler à propos des Juifs.

Même le flot beaucoup plus important de discours et d'attitudes antisoviétiques et antisoviétiques n'atteint toutefois pas, sous le régime actuel de Zelensky, une ampleur telle qu'il puisse justifier une guerre. Par conséquent, une guerre contre la nazification de l'Ukraine, avec ce seul objectif, serait, du moins en apparence, injustifiée.

3. Peu avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Poutine a mentionné, dans son long discours programmatique, un troisième objectif de guerre qui a suscité l'indignation dans le monde entier. Ce troisième objectif de la guerre a été présenté par Poutine comme étant fondé sur une vérité historique : l'Ukraine a été historiquement le berceau et l'origine de la

Russie à Kiev, elle faisait partie de l'ancien Empire tsariste et de l'Union soviétique, et c'est un pays peuplé dans une large mesure de citoyens russophones ou bilingues.^[iii]

Partant de ces faits, Poutine, ajoutant de nombreuses autres prémisses, a construit une justification de son troisième objectif de guerre : l'Ukraine, a-t-il soutenu, tout comme les autres anciennes républiques soviétiques, n'a obtenu l'autodétermination et la sécession de l'ancien gouvernement soviétique qu'en raison d'une tragique erreur sur la véritable identité historique de l'Ukraine, qui est russe. Par conséquent, la Russie a le droit, voire la mission sacrée, de corriger et de réparer cette erreur historique, ainsi que d'éradiquer le triomphe choquant de l'immoralité occidentale, qui se manifeste sous de nombreuses formes, notamment les parades de la fierté autorisées en Ukraine alors qu'elles sont punies en Russie.^[iv] (C'est notamment ce dernier aspect qui a incité le patriarche Cyrille de l'Église orthodoxe de Moscou à qualifier la guerre de Poutine contre l'Ukraine de « sainte »).

Au-delà du concept de guerre sainte de Poutine, un homme qui peut difficilement être qualifié de combattant saint contre une société moralement mauvaise (au sens des guerres divinement commandées telles que celles décrites dans l'Ancien Testament), l'objectif de guerre de la Russie, qui consiste à conquérir l'ensemble de l'Ukraine et à annuler son indépendance et sa sécession depuis 1991, repose en grande partie sur une idéologie qui ne reconnaît pas les droits juridiquement et éthiquement contraignants de l'Ukraine à l'autodétermination et à la sécession, ni le statut d'État de l'Ukraine explicitement accordé par l'Union soviétique elle-même, afin de justifier une guerre d'expansion qui contredit les engagements antérieurs de la Russie, le droit international positif ainsi que le droit naturel éternel.

Par conséquent, tout traité de paix juste devrait inclure une renonciation contraignante et surveillée au niveau international par la Russie à ces ambitions hégémoniques et à ces revendications territoriales sur tout ou partie de l'Ukraine, car une guerre fondée sur cet objectif est, par nature, gravement injuste.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 2

Reconnaissance du caractère juste et injuste de la guerre entre la Russie et l'Ukraine

La justice et l'injustice d'une guerre ne dépendent pas seulement de ses fins, mais également du respect ou de la violation d'une éthique de la guerre. Par conséquent, une guerre peut avoir les meilleurs objectifs, mais si elle utilise les moyens de la « guerre totale », tue des civils, détruit des hôpitaux et des écoles, utilise le viol comme moyen d'humilier l'ennemi, une telle guerre est totalement injuste.

De nombreux crimes de guerre ont été documentés par des observateurs internationaux des deux côtés de la guerre russo-ukrainienne.

Une paix juste entre la Russie et l'Ukraine nécessite donc également une tentative sérieuse de réparation et de redressement des dommages causés par les actes de guerre injustes et criminels commis par l'une ou l'autre partie.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 3

L'Ukraine reconnaît l'autodétermination et la sécession des oblasts de Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson, ainsi que leur sécession de la Russie

L'Ukraine reconnaît l'indépendance et la sécession de Donetsk et Louhansk, ainsi que des oblasts de Zaporijia et Kherson, qui ont rejoint la Russie le 30 septembre 2022, après

deux nouveaux référendums au cours desquels une majorité écrasante s'est prononcée en faveur du rattachement à la Russie.

Même dans le cas où ces droits n'existeraient pas en vertu du droit naturel à l'indépendance (comme le suppose le présent traité), mais où ces quatre provinces auraient procédé à leur sécession de la Russie de manière illégale (comme le laisse entendre la constitution ukrainienne), l'Ukraine reconnaît le transfert des provinces susmentionnées à la Russie comme un fait historique qui ne peut être renversé par la force par l'Ukraine. Toutefois, pour que le traité de paix entre la Russie et l'Ukraine repose sur des bases plus solides, la sécession de ces quatre provinces doit être considérée non seulement comme une réalité politique irréversible, mais aussi comme la conséquence de l'exercice légitime de leur droit à l'autonomie et à la sécession.

Par conséquent, l'Ukraine renonce une fois pour toutes à toute tentative de reconquête de ces quatre oblasts.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 4

L'Ukraine accepte l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, bien qu'elle ait été fondée sur un référendum jugé légal uniquement par la Russie et quelques autres pays, mais illégal et invalide aux yeux de l'Ukraine et de certains critiques.

L'Ukraine reconnaît également le transfert de la Crimée à la Russie comme le résultat de l'exercice de son droit à la sécession, qui fait partie intégrante et constitue la conséquence logique du droit à l'autodétermination de ses habitants.

Même si cette mesure n'était pas requise par un référendum valide (refusé par l'Ukraine) organisé en Crimée par le gouvernement provincial ukrainien, la situation politique réelle, au sens de ces compromis sans lesquels aucune paix sur terre ne peut être atteinte, exige le § 4.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 5

La Russie reconnaît les nouvelles frontières avec l'Ukraine. Par conséquent, la Russie restitue à l'Ukraine toutes les parties du territoire ukrainien situées en dehors des cinq oblasts. En contrepartie, l'Ukraine reconnaît l'intégrité territoriale de la Russie et lui restitue donc toutes les parties du territoire russe, en particulier dans la région de Koursk, qu'elle contrôle actuellement.

Par conséquent, la Russie retire ses troupes de toutes les parties du territoire ukrainien situées en dehors des cinq oblasts. Révoquant les déclarations antérieures de Zelensky, l'Ukraine retire également toutes ses troupes des territoires russes anciens et nouvellement annexés.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 6

Décision et pacte solennels et irrévocables de respecter la souveraineté de l'État voisin et l'inviolabilité des frontières nouvellement établies et de s'abstenir de tout projet de conquête, de reconquête ou d'autre ingérence contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays voisin.

Compte tenu des plans et des discours antérieurs de Poutine et de son troisième objectif de guerre, son accord sur ce point doit revêtir le caractère d'une déclaration solennelle, contraignante et irrévocable de la Russie (par l'intermédiaire de Poutine).

Parallèlement à cette mesure, l'Ukraine renonce à toute tentative de reconquête de la Crimée ou des provinces de Donetsk et de Louhansk, ainsi qu'à toute nouvelle attaque contre le territoire russe.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 7

Reconnaissance par l'Ukraine des droits à l'indépendance et à la sécession de toutes les régions ukrainiennes

Une paix durable et juste entre les deux parties à la guerre civile (le gouvernement et les provinces) et, en raison de l'imbrication des deux guerres, entre l'Ukraine et la Russie, exige en outre non seulement la reconnaissance explicite par l'Ukraine des droits à l'indépendance et à la sécession des oblasts de Donetsk et de Louhansk ainsi que de Zaporijia et Kherson, mais aussi de tous les oblasts ukrainiens. Idéalement, cela se ferait en modifiant la Constitution ukrainienne sur le modèle de l'UE et du Liechtenstein, confirmant ainsi constitutionnellement les droits des oblasts de Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson à l'indépendance et à la sécession et en donnant à ces droits une base juridique solide dans le droit positif (dans la Constitution).[\[v\]](#)

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 8

Restitution à l'Ukraine de tous les territoires conquis par la Russie en dehors des cinq oblasts mentionnés, retrait de toutes les troupes russes de toute partie de l'Ukraine en dehors des provinces de Crimée, Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson

L'État ukrainien et l'inviolabilité de ses frontières, ainsi que le droit à l'autodétermination de toutes ses provinces, exigent le retour immédiat et complet à l'Ukraine de tous les territoires et villes conquis par la Russie en dehors de Donetsk, Louhansk, Zaporijia, Kherson et la Crimée, c'est-à-dire dans des provinces qui n'ont jamais voté pour l'indépendance et/ou la sécession, mais qui ont également été occupées par la Russie après l'invasion russe. Ces conquêtes doivent être reconnues comme injustes et doivent être annulées.

Dans le même temps, l'Ukraine renoncera à tous les territoires qu'elle a conquis dans la région de Koursk (Russie).

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 9

L'Ukraine retire sa demande d'adhésion à l'OTAN pour une durée indéterminée.

Compte tenu de l'assurance donnée par certains représentants de l'OTAN, en particulier par le ministre allemand des Affaires étrangères, Genscher, [\[vi\]](#) avant la dissolution de l'Union soviétique, de ne pas étendre l'OTAN vers l'est, l'Ukraine, sous réserve de la signature par la Russie du traité de paix proposé ici, retire sa demande d'adhésion à l'OTAN pour une durée indéterminée.

Elle prend cette mesure également compte tenu du soutien massif dont elle a bénéficié de facto de la part des États membres de l'OTAN pendant la guerre actuelle. Un examen attentif de ces faits convainc l'Ukraine que ses intérêts et ses droits au sein de la communauté internationale peuvent être garantis dans le cadre d'un statut de neutralité similaire à celui de la Suisse et de l'Autriche.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 10

Cessez-le-feu et début des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine

Un cessez-le-feu immédiat et rigoureusement respecté ainsi que le début de négociations sur les détails et les conséquences du traité de paix doivent précéder l'accord de paix définitif et commencer immédiatement, si possible avec la participation des États-Unis et de l'OTAN aux négociations de paix.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 11

L'Ukraine et la Russie reconnaissent les actions injustes qui ont déclenché la guerre, les regrettent et y renoncent

Qui est l'agresseur injuste dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine ?

La réponse à cette question semblait tout à fait claire jusqu'à récemment : bien sûr, la Russie, à la fois parce que son annexion surprise de la Crimée a déclenché la guerre du Donbass et parce que la Russie a envahi l'Ukraine en 2022 et a lancé une longue guerre d'agression présentée à tort comme une simple opération militaire de courte durée.

Le discours officiel ukrainien, répété par Zelensky après sa vive dispute avec Trump et Vance dans le bureau ovale le 28 février 2025, est qu'il n'y a jamais eu de guerre civile dans laquelle la population indigène de Donetsk et de Louhansk aurait opté pour l'indépendance, mais que tout ce mouvement séparatiste n'était qu'une manœuvre orchestrée et manipulée par la Russie. Si cela était vrai, le gouvernement ukrainien aurait toujours mené une guerre défensive contre la Russie, et jamais une guerre contre ses propres citoyens. Pour étayer cette affirmation, dont la véracité ferait de la Russie le seul agresseur et initiateur de la guerre, l'Ukraine avance quelques arguments peu convaincants, tels que le fait que certains Russes combattaient à Donetsk.[\[vii\]](#)

En revanche, les arguments selon lesquels ce mouvement d'indépendance est né dans les provinces elles-mêmes sont extrêmement solides.[\[viii\]](#)

De plus, un examen plus approfondi des récentes reproches de Trump à Zelensky selon lesquelles l'Ukraine aurait déclenché la guerre jette un doute sur l'affirmation selon laquelle la Russie serait l'unique et claire initiatrice de la guerre qui a débuté en 2022, car cette affirmation de Trump n'est en aucun cas aussi absurde et ridicule qu'elle a pu paraître à la presse mondiale :

1. Tout d'abord, l'annexion de la Crimée n'était pas une action de guerre violente, mais une action non sanglante qui s'est déroulée sur la base d'un référendum organisé par les autorités locales ukrainiennes de Crimée en mars 2014, avec un résultat présumé de 90 % des voix en faveur de la sécession de la Crimée et de son incorporation à la Russie, qui a été ratifiée par la Douma peu après.[\[ix\]](#)

2. L'action du gouvernement ukrainien contre la tentative séparatiste de sécession à Donetsk, soutenue par la Russie, a déclenché en 2014 une guerre civile sanglante qui, en 2022, s'est confondue avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Par conséquent, l'Ukraine et la Russie ont toutes deux une responsabilité considérable dans le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne.

En ce qui concerne la question de l'origine de la guerre russo-ukrainienne, il est clair que c'est l'Ukraine qui a déclenché la guerre civile contre ses provinces autonomes, ce qui a été l'une des principales causes de la guerre russo-ukrainienne.

D'autre part, l'invasion russe, dans la mesure où elle s'est étendue bien au-delà du soutien aux provinces autonomistes et s'est étendue à Kiev, commettant d'horribles crimes de guerre au centre de l'Ukraine, était et reste clairement une guerre d'agression russe. Toute paix juste exige que la Russie renonce complètement, sous contrôle international, à

cette fin de guerre injuste et retire toutes ses troupes des régions ukrainiennes situées en dehors des cinq régions.

Après avoir longuement évoqué le début quelque peu confus de la première guerre (civile) entre le gouvernement et les oblasts (et, par conséquent, de la deuxième guerre russo-ukrainienne qui a suivi) et le soutien russe aux provinces, qui est l'un des objectifs de guerre cités par Poutine, nous nous tournons vers la guerre, dans la mesure où l'attaque russe contre l'Ukraine poursuit le troisième objectif de Poutine, à savoir la conquête de l'Ukraine. Cette guerre, avec cet objectif, a sans aucun doute été entièrement et uniquement déclenchée par la Russie et a transformé la guerre de défense de deux (et depuis septembre 2022, quatre) oblasts en une guerre d'expansion totale et injuste.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 12

Une volonté sérieuse de promouvoir une « culture de la paix »

Les deux pays concernés s'engagent à s'abstenir de tout élément d'hostilité et de préjudice mutuel dans les domaines de la culture, du sport et de l'économie, et à entreprendre et promouvoir au contraire la difficile lutte pour une « culture de la paix » et une « culture de l'amitié et de la fraternité ».

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 13

Garantie de sécurité et de liberté pour les communautés et groupes ethniques, linguistiques, culturels et religieux

Ni l'Ukraine ni la Russie ne réprimeront les groupes ethniques ou religieux sur leur territoire, ce qui déstabiliserait les efforts de paix.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 14

La Russie et l'Ukraine affirment solennellement et irrévocablement leur acceptation de tous les points du présent traité de paix

La Russie et l'Ukraine affirment solennellement et irrévocablement leur acceptation de tous les points du présent traité de paix et s'abstiennent de toute tentative visant à modifier davantage les nouvelles frontières ukrainiennes par de nouvelles guerres de conquête, des interventions militaires ou des représailles.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 15

Surveillance internationale du strict respect de toutes les parties du traité de paix et de leur révision.

Traité de paix entre l'Ukraine et la Russie

§ 16

Avec le soutien de nombreux pays, levée des sanctions contre la Russie après la signature et le respect du présent traité de paix

Tous les pays qui ont imposé des sanctions à la Russie lèveront toutes les sanctions contre la Russie après la signature du présent traité de paix par Poutine et à condition que la Russie le respecte pleinement.

Ces sanctions seront toutefois rétablies et maintenues si, et dès que, la Russie ne respecte pas toutes les dispositions du présent pacte de paix.

Signatures de Poutine, Zelensky, des représentants de l'OTAN et des représentants de tous les pays qui ont imposé des sanctions à la Russie.

[i] Sur demande adressée à jmmbseifert12@gmail.com, le texte intégral des deux propositions de paix peut être obtenu, avec des commentaires et des arguments supplémentaires en faveur de chaque article du traité de paix proposé.

[ii] Les référendums sur la sécession à Donetsk et Louhansk ont eu lieu le 11 mai 2014. Ces référendums ont été organisés par des séparatistes pro-russes dans la République populaire de Donetsk (RPD) et la République populaire de Louhansk (RPL) à la suite de la révolution ukrainienne de 2014 et de l'annexion de la Crimée par la Russie.

La question officielle posée sur le bulletin de vote demandait aux électeurs s'ils soutenaient «l'indépendance de l'État» de leur région respective. Selon les organisateurs, les résultats ont montré une majorité écrasante en faveur de la sécession.

[iii] Pensons par exemple au grand auteur ukrainien de Taras Bulba, écrit dans sa langue maternelle, Nikolaï Gogol, dont les œuvres russes « Le Manteau » et « Les Âmes mortes » ont été des œuvres phares de la grande littérature russe du XIXe siècle.

[iv] Les marches des fiertés LGBTQ+ sont organisées et autorisées en Ukraine, alors qu'elles sont généralement interdites en Russie.

L'Ukraine s'est progressivement orientée vers une plus grande tolérance et une reconnaissance juridique des droits des LGBTQ, en particulier après 2014, lorsque le pays a commencé à s'aligner davantage sur les normes éthiques les plus libérales de l'UE. Bien qu'il existe encore une résistance sociale et des contre-manifestations occasionnelles, des marches de la fierté ont été organisées dans de grandes villes comme Kiev, Kharkiv et Odessa.

La Kyiv Pride est le plus grand événement de ce type et a lieu chaque année depuis 2013 (sauf en temps de guerre). Elle bénéficie d'une protection policière et les autorités ukrainiennes ont progressivement soutenu les droits des LGBTQ+ dans le cadre de l'intégration européenne.

Dans certaines villes, les autorités ont refusé d'autoriser les défilés pour des raisons de sécurité, mais en général, l'Ukraine ne les interdit pas purement et simplement.

En Russie, les événements de la fierté LGBTQ+ sont effectivement interdits par des lois telles que :

La loi de 2013 sur la « propagande gay », qui interdit la promotion des « relations sexuelles non traditionnelles » auprès des mineurs, rendant difficile l'organisation d'événements LGBTQ+ publics.

L'extension de la loi en 2022 criminalise toute représentation positive ou promotion des identités LGBTQ+ dans l'espace public, les médias et la publicité. Les autorités russes refusent systématiquement d'autoriser les marches de la fierté, et les tentatives d'organisation de celles-ci se soldent souvent par des arrestations et des répressions policières.

Différences clés

Malgré les défis sociaux actuels, l'Ukraine autorise les marches de la fierté LGBTQ+ au nom des libertés démocratiques, tandis que la Russie impose des interdictions strictes et poursuit en justice les militants LGBTQ+.

[v] L'autorisation de sécession des États membres (Brexit) de l'UE et, plus encore, la nouvelle constitution de la Principauté du Liechtenstein constituent des exemples éclatants de la reconnaissance du droit à l'indépendance et, par conséquent, à la sécession.

Dans l'UE, le droit de sécession ou de retrait s'applique et est respecté, comme le prouve le cas du BREXIT.

Le droit de sécession des communes du Liechtenstein est inscrit dans la Constitution depuis la réforme constitutionnelle de 2003. Cet amendement a établi que chaque commune a le droit de décider démocratiquement de sa sécession de la Principauté.

La réforme constitutionnelle a élargi les droits du prince, mais elle a également renforcé le droit à l'autodétermination des communes, y compris le droit de quitter le pays si la majorité des citoyens d'une commune en décide ainsi.

[vi] Hans-Dietrich Genscher, ancien ministre allemand des Affaires étrangères, a fait plusieurs remarques au début des années 1990 concernant l'élargissement de l'OTAN vers l'est, en particulier dans le contexte de la réunification allemande et des négociations avec l'Union soviétique. L'une de ses déclarations les plus significatives a été faite en 1990, lorsqu'il a assuré aux dirigeants soviétiques que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'est si l'Allemagne était réunifiée.

Le 2 février 1990, dans un discours prononcé à Tutzing, en Bavière, Genscher a déclaré :

« Ce qui est certain, c'est que l'OTAN ne s'étendra pas vers l'est. »

Cette déclaration a été interprétée comme une assurance donnée à l'Union soviétique que l'OTAN ne s'étendrait pas au-delà de l'Allemagne nouvellement unifiée. Cette position a été reprise dans les discussions diplomatiques de l'époque.

Lors de discussions avec le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze, Genscher aurait également souligné que l'OTAN ne devait pas se rapprocher des frontières soviétiques, en particulier en Europe de l'Est. Des documents déclassifiés ont révélé par la suite que les dirigeants occidentaux, dont Genscher, avaient transmis des messages similaires aux dirigeants soviétiques, mais ces déclarations ne sont jamais devenues des engagements juridiquement contraignants.

[vii] Ce récit s'appuie comme preuves sur l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, la présence de soldats et d'armes russes lors de la prise des bâtiments gouvernementaux et de certaines villes du Donbass par les séparatistes, ainsi que lors des contre-attaques des provinces contre les « opérations antiterroristes » menées par le gouvernement ukrainien à leur encontre, et la reconnaissance précoce par la Russie des deux républiques indépendantes.

Ces faits ne prouvent toutefois que le soutien de la Russie à la lutte des provinces pour l'indépendance, confirmé par la guerre de 2022, mais en aucun cas que le mouvement vers l'autonomie et la sécession n'ait pris naissance dans les deux provinces elles-mêmes.

[viii] Je les présente ici dans l'excellent résumé de ChatGPT :

« Plusieurs arguments viennent étayer l'idée que le mouvement indépendantiste à Donetsk et Louhansk trouve principalement son origine dans les forces locales et le soutien populaire, plutôt que d'être une création artificielle de la Russie. Ces arguments suggèrent que le conflit était initialement une guerre civile intra-ukrainienne avant que la Russie ne s'implique plus directement par la suite.

1. *Identité régionale de longue date et nostalgie soviétique*

Donetsk et Louhansk ont toujours entretenu des liens économiques et culturels étroits avec la Russie, avec une population majoritairement russophone et attachée à l'héritage soviétique.

De nombreux habitants s'opposaient aux politiques nationalistes de l'Ukraine post-1991, en particulier aux efforts visant à privilégier la langue et la culture ukrainiennes au détriment du russe.

Les régions soutenaient massivement les politiciens pro-russes tels que Viktor Ianoukovitch, et son éviction lors de la révolution de Maïdan en 2014 a été perçue comme un coup d'État contre leurs intérêts.

2. Réaction locale à la révolution de Maïdan (2014)

Les manifestations de l'Euromaïdan et le renversement de Ianoukovitch (originaire de Donetsk) ont fait craindre à l'est de l'Ukraine que le nouveau gouvernement impose des politiques nationalistes hostiles à l'usage du russe dans les écoles et la vie publique.

Des manifestations ont éclaté dans tout le sud-est de l'Ukraine au début de l'année 2014, notamment à Kharkiv, Odessa, Donetsk et Louhansk. Cela suggère que les troubles initiaux avaient une origine locale et n'étaient pas uniquement fomentés par la Russie.

3. Référendums à Donetsk et Louhansk (mai 2014)

Des référendums non reconnus ont été organisés dans les deux régions, avec un taux de participation élevé et une majorité qui aurait voté pour l'indépendance. Bien que les sources occidentales et ukrainiennes contestent leur légitimité, le fait que ces votes aient eu lieu indique au moins un certain niveau d'initiative locale.

Même si le soutien de la Russie a joué un rôle, cela n'exclut pas la possibilité qu'une partie importante de la population ait véritablement soutenu la sécession.

4. Combats contre l'armée ukrainienne avant l'intervention russe à grande échelle

Avant l'intervention militaire russe à grande échelle, des milices locales ont combattu les forces ukrainiennes en 2014.

Les offensives militaires ukrainiennes, en particulier pendant l'été 2014, se sont heurtées à une forte résistance des combattants locaux, ce qui suggère que le mouvement n'était pas seulement dirigé par la Russie, mais bénéficiait d'un soutien réel.

L'« opération antiterroriste » (ATO) ukrainienne a été présentée comme une campagne contre les rebelles en Ukraine, renforçant l'idée que le conflit était interne.

5. Diversité des dirigeants et des forces rebelles

Si certains dirigeants des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk (RPD/RLN) avaient des liens avec la Russie, d'autres étaient des locaux, notamment d'anciens agents de sécurité ukrainiens et des militants.

Des volontaires russes ont participé aux combats, mais il en allait de même pour de nombreux locaux opposés à l'autorité de Kiev. La présence de certains combattants russes ne signifie pas nécessairement que la rébellion était entièrement dirigée par la Russie.

6. Les accords de Minsk et la reconnaissance par l'Ukraine d'un conflit civil

Les accords de Minsk de 2015, négociés entre l'Ukraine et les républiques séparatistes (avec la Russie, l'Allemagne et la France comme médiateurs), reconnaissent implicitement que les régions du Donbass étaient parties au conflit et non de simples mandataires de la Russie.

Si l'Ukraine avait considéré le conflit comme une guerre contre la Russie, elle n'aurait peut-être pas accepté de négociations incluant les dirigeants de la RPD et de la RPL.

7. Les divisions internes de l'Ukraine

Un nombre important de personnes dans l'est de l'Ukraine considéraient le gouvernement de Kiev mis en place après 2014 comme illégitime, non seulement en raison de la propagande russe, mais aussi en raison de griefs politiques, linguistiques et économiques de longue date.

Certains hommes politiques ukrainiens (tels que Viktor Medvedchuk) ont promu la fédéralisation, reflétant les aspirations locales à une plus grande autonomie avant même le début de la guerre.

Conclusion

Si la Russie a sans aucun doute joué un rôle important dans le soutien à l'insurrection du Donbass, par le biais d'une aide militaire, de combattants et, plus tard, d'une reconnaissance officielle, l'argument selon lequel le conflit était initialement une guerre civile intra-ukrainienne repose sur des preuves solides. La combinaison de l'identité régionale, du mécontentement à l'égard du gouvernement post-Maïdan, de la résistance locale aux offensives militaires ukrainiennes et des premières activités séparatistes avant l'intervention russe à grande échelle suggère que le mouvement avait des racines internes importantes. Dans cette optique, la Russie n'a pas créé le conflit, mais a capitalisé sur une division intra-ukrainienne déjà existante, qu'elle a ensuite exacerbée. »

[ix] Le 18 mars 2014, la Russie a officiellement signé un traité intégrant la Crimée à la Fédération de Russie.

Le 21 mars 2014, le parlement russe (Douma) a officiellement ratifié l'annexion.